



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Stellantis
CEMR
Poissy

Lundi 17 juin 2024

Contre le poison de l'extrême droite, le seul rempart sera nos luttes !

Avec son coup de la dissolution de l'Assemblée nationale, Macron fait une passe décisive au RN. Après avoir pavé la voie à l'extrême droite par sa politique, en particulier avec sa loi sur l'immigration directement inspirée par le RN, le prétendu « rempart » macroniste devient un tapis rouge pour Bardella, qui se voit déjà Premier ministre, dans le cadre d'une cohabitation avec Macron. Face au danger de voir l'extrême droite arriver au pouvoir, des centaines de milliers de personnes ont manifesté partout en France..

À bas Le Pen, la présidente d'un parti raciste

Le RN prétend incarner la haine de Macron, mais en épargnant soigneusement le patronat, responsable des bas salaires et des licenciements et de notre appauvrissement. La manière dont Bolloré, ce patron milliardaire, met son empire médiatique (CNews, le JDD, Paris Match, Europe 1, Canal+) au service de l'extrême droite illustre cette connivence avec le monde patronal. Le programme anti-ouvrier et pro-patronal du RN, son racisme décomplexé, son sexisme et son homophobie présentent un grave danger non seulement pour les concernés mais aussi pour les divisions qu'il fait peser sur les classes populaires. Tout bénéficie pour le patronat qui pourra redoubler d'attaques. Le RN est un danger mortel pour nous, travailleuses et travailleurs, et pour l'ensemble de la société. Le RN, ça ne s'essaye pas, ça se combat, mais comment ?

Ce n'est pas à Matignon ni au palais Bourbon que nous aurons satisfaction

Tous les leaders de la gauche rabibochés en catastrophe, dont d'anciens ministres, voudraient qu'on compte aujourd'hui sur leur unité dans les urnes pour se débarrasser de Le Pen et de Macron et de leur politique au service du grand capital. Mais comment croire qu'un bulletin de vote y suffira ? D'autant que le Nouveau Front populaire propose 267 investitures du PS et d'EELV, des partis qui ont soutenu et participé au gouvernement de François Hollande : « loi travail », répression violente des manifestants sous Manuel Valls, chasse aux migrants déjà... Hollande lui-même se présente, soutenu par le Front populaire. Et comment croire qu'avec un Aurélien Rousseau, ancien ministre de la Santé de Macron, qui vient d'être investi, on va sauver l'hôpital ?

Ce « Nouveau Front populaire » fait certes quelques promesses aux salariés. Mais comment arracher quoi que ce soit au patronat sans entrer nous-mêmes dans la bataille, pendant la campagne mais aussi après les élections, quels que soient les résultats ? La démagogie anti-système du FN-RN s'est nourrie depuis 40 ans des désillusions semées par Mitterrand, Jospin, Hollande... qui ont fait croire au changement mais ont renié leurs promesses aussitôt parvenus à la tête d'un État taillé sur mesure pour défendre les intérêts du patronat.

Ce sont 40 ans de prétendus barrages, 40 ans de politiques antisociales et racistes de gauche comme de droite, qui expliquent aujourd'hui en grande partie ces 40 % pour l'extrême droite.

Place à nos luttes et notre organisation

Pour enrayer cette mécanique infernale où les barrages se transforment en boulevards, nous ne devons compter que sur nous-mêmes, reprendre confiance en nos propres forces pour nous affronter à ce système économique qui nourrit aujourd'hui les idées les plus réactionnaires.

Oui, face à la menace de l'extrême droite, un sursaut est nécessaire et il faut faire front, mais par nos luttes et notre force collective. Dans les entreprises et les quartiers, aidés par les équipes militantes syndicales et associatives qui s'y décideront, nous avons la force de nous organiser. Nous faisons tourner toute la société, nous pouvons aussi tout arrêter : la force des salariés, c'est la grève ! Travailleurs et travailleuses, sauvons-nous nous-mêmes !

C'est ce que le NPA-Révolutionnaires dira dans ce premier tour des législatives du 30 juin prochain, en appelant à voter pour ses propres candidatures là où elles existent et pour celles de Lutte ouvrière partout ailleurs.

Vions les videurs !

A l'usine de Poissy à partir de fin juin, la direction veut supprimer 225 postes. Tous les secteurs sont concernés, elle veut zéro intérimaire et se débarrasser progressivement des 73 contrats pros. Les 18,6 milliards de profits en 2023 permettent largement de garder tous les postes.

La direction veut vider l'usine pour pouvoir mieux la fermer si Tavares en donne l'ordre, en 2027 ou avant. Les capitalistes sont des parasites, il faut s'en débarrasser.

Tavares aux petits soins

Vendredi dernier, lors des « Investors days », Tavares s'attelaient auprès de ses amis actionnaires. Avec les quelques vents contraires ces derniers mois, baisse des ventes, droits de douanes etc... les actionnaires ont voulu affirmés que les généreux profits passés devront toujours être aux rendez-vous. Pour s'en assurer ils demandent des gages sur de nouvelles réductions des coûts, ce que Tavares a évidemment aussitôt confirmé. Sans véritable résistance en face de lui, Tavares maintient le rouleau compresseur. Les actionnaires savent parler d'une voix pour défendre leurs intérêts, les salariés doivent faire de même pour défendre les leurs.

La sécurité de ses profits c'est sa priorité

Selon le Parisien, Stellantis doit rappeler 8 millions de voitures à cause d'airbags : il y a un risque de « provoquer des blessures graves, voire mortelles ». Au départ Stellantis n'avait fait que les rappels pour les DS3 et C3 au sud de Clermont-Ferrand soi-disant parce qu'il y fait chaud, le nord n'était pas concerné... puis finalement ce genre de consigne étant tellement ridicule et le scandale prenant de l'ampleur, Stellantis s'est ravisé et est en train d'étendre le rappel. Le temps des travaux, Stellantis promet une voiture de remplacement... on a du mal à y croire. Un avocat explique que la direction était au courant depuis 2013 du problème posé par ces airbags, sans avoir « rien fait pour informer ou protéger les consommateurs », il parle de fraude, mise en danger de la vie d'autrui, et escroquerie en bande organisée

Faire campagne est simple... quand on s'appelle Bolloré !

Quand on est milliardaire et propriétaire de nombreux médias, de *CNews*, *Canal +* à *Europe 1*, le *JDD* et *Paris-Match*, pourquoi se gêner et ne pas défendre ses intérêts ?

C'est ce que Bolloré a fait cette semaine, orchestrant dans ses médias une campagne pour défendre l'alliance entre l'extrême droite et la droite des Républicains. Tout est bon pour convaincre les électeurs de droite que hors du RN point de salut. De « Ciotti a écouté ses militants, cela arrive parfois pour un chef politique » sur *CNews* à

la propagation de fausses nouvelles comme celle selon laquelle Macron démissionnerait en cas de victoire du RN...

Un spectacle affligeant mais instructif ! Un grand patron nous montre qui sont ses amis et fidèles serviteurs.

Adieu le pseudo-social, vive le patronal

Bardella abandonne le volet pseudo-social de son discours : plus question de revenir sur la dernière attaque contre nos retraites, « la conjoncture économique ne nous le permettra pas » ! Alors que la dissolution de l'Assemblée nationale et les scores du RN aux Européennes lui permettent de s'imaginer locataire de Matignon, il veut rassurer le patronat. Le Pen déjà, lors de la mobilisation des Gilets jaunes, avait bien fait savoir qu'elle était contre l'augmentation du Smic. Le RN a toujours cherché à séduire des électeurs des milieux populaires, mais il est au service du monde des affaires. Et chercher à nous diviser, pour mieux régner, en fonction des origines, religions, couleurs de peau, ça en fait partie.

Le Casino des profits

Après avoir supprimé des milliers d'emplois et mené une politique aventureuse qui a conduit à accumuler 7 milliards d'euros de dettes, le PDG du groupe Casino, Jean-Charles Naouri, s'est vu généreusement remercié par une prime de 825 000 euros lors de la dernière assemblée générale des actionnaires. Pour les salariés, ce sont 3 200 emplois qui sont menacés, avec 26 magasins et 4 entrepôts sans repreneurs. Quant aux salariés qui doivent changer d'enseigne, ils subissent des baisses de salaire. Ce n'est pas aux travailleuses et travailleurs de payer pour la soif d'enrichissement d'une poignée de capitalistes.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :